

A tous les signataires de la pétition sur la Défense des Terres Malgaches,

Chers amis,

Nous voudrions vous informer que nous avons transmis de nouveau la pétition actuellement en cours de signature sur le site aux Ministres, au Président de la République de Madagascar, à l'Assemblée Nationale et au Sénat, et à la presse malgache ce 3 février 2009, avec la liste des 3050 signataires au 2 février, car nous avons estimé que le communiqué du Ministère de la Réforme Foncière affiché sur le site du Ministère de l'Agriculture : www.maep.gouv.mg et publié dans quelques journaux le 21 janvier, suite à l'envoi de notre pétition munie des 1864 premières signatures le 18 janvier, méritait un rappel de nos revendications.

Veillez trouver ci-dessous le texte envoyé aux Ministres et autres autorités, ainsi que le texte affiché sur le site du MAEP.

Un fichier attaché .pdf comportant la liste nominative des signataires a été joint à l'envoi aux diverses autorités.

En fonction de l'évolution de la situation et de la réaction des autorités, nous pourrions envisager d'autres actions dans les prochains jours. Pour l'instant, mobilisons notre entourage à signer massivement la pétition en ligne sur le site <http://terresmalgaches.info/spip.php?article1>.

Au cas où vous n'auriez pas reçu la Newsletter n°1 le 18 janvier dernier – car nous avons rencontré quelques problèmes techniques au cours de sa diffusion automatique du site – veuillez la lire et télécharger sur le site <http://terresmalgaches.info> - rubrique « Newsletter » - et recevez nos excuses.

Bien cordialement

L'Equipe de Coordination
du Collectif pour la Défense des Terres Malgaches

Mesdames et Messieurs Les Ministres,

Nous avons lu sur le site du MAEP et dans les journaux les déclarations de Monsieur le Ministre de la Réforme Foncière du 21 janvier,

Nous constatons à quel point vous accordez de l'importance aux grosses firmes malgaches et étrangères et n'accordez aucun intérêt pour les paysans et les simples citoyens malgaches. Joignant les 3050 signatures actuelles de notre pétition venant de plusieurs pays du monde depuis le 5 janvier, à l'appel que vous avez reçu par ailleurs des citoyens et groupes de Malgaches, de la société civile organisée ou agissant de manière individuelle,

nous insistons de nouveau sur nos **revendications pour la défense des familles et des paysans malgaches** et, vous prions de bien vouloir notamment

- **faire preuve de transparence** et **préciser** aux citoyens du monde intéressés par ce qui se passe à Madagascar, notamment aux 3050 signataires de notre pétition à ce jour **la localisation des terrains et le nombre d'hectares demandés par Daewoo**, dont le Comité Interministériel et le Conseil des Ministres ont pris officiellement l'entière responsabilité de l'attribution de l'autorisation. Avez-vous fait au moins une étude de **l'impact environnemental** ?

- **Quelles sont les autres attributions de terres à des étrangers déjà signées ou en cours de négociations ?**

- **Faites preuve de démocratie** et **demandez l'avis et la contribution des citoyens malgaches aux décisions** sur des projets tels que celui de Daewoo, s'il vous plait.

Comptant sur une prise en compte de nos revendications par vos soins dans un futur proche, nous vous transmettons, Mesdames et Messieurs les Ministres, nos salutations respectueuses.

Paris, le 3 Février 2009

Les Coordinateurs du Collectif :

Ralava Beboarimisa

Samuel Jocelyn

Philippe Randrianarimanana

Mamy Rakotondrainibe

Et les 3050 signataires de la pétition ci-dessous

Pétition « Affaire DAEWOO » Défense des Terres Malgaches

Ayant suivi les informations relatives à l'affaire Daewoo à Madagascar, à propos de laquelle ni le gouvernement malgache, ni la société Daewoo n'ont démenti la surface des terres cultivables engagée (1,3 million d'ha), l'absence de compensation financière pour le prix du bail emphytéotique de 99 ans, la nature des plantations prévues – mais issu probablement d'OGM dans la région Ouest et palmiers à huile dans la région Est,

Je, soussigné, soutiens l'ensemble des revendications du Collectif pour la Défense des Terres Malgaches (réseau citoyen et indépendant des appareils politiques) exigeant que les autorités malgaches

- fassent preuve de transparence totale sur l'affaire Daewoo : termes du contrat, état actuel des autorisations d'acquisitions de terrains dans chaque district,
- arrêtent toutes les procédures en cours et annulent toutes les autorisations déjà accordées
- et informent la population malgache de toutes les « affaires » similaires signées ou en cours avec d'autres sociétés ou pays étrangers.

Pour défendre et sauvegarder les Terres Malgaches et empêcher d'autres octrois ou locations de concessions semblables, je demande avec le Collectif pour la Défense des Terres Malgaches

- une révision de la loi 2007-036 du 14 janvier 2008 sur les investissements qui favorise de manière inacceptable l'octroi de terres aux étrangers et riches entrepreneurs, notamment agricoles (pour l'agrobusiness),
- l'organisation d'un débat national pour la mise en place de nouvelles lois et mesures concrètes facilitant l'acquisition de terrains pour les familles et paysans malgaches, pour renforcer et accélérer la multiplication effective des structures d'immatriculations foncières dans les collectivités décentralisées,
- l'organisation d'un débat national mettant à contribution tous les citoyens – suivi d'un vote si nécessaire – sur les clauses des contrats de location de concessions aux firmes et grosses sociétés agricoles ou minières,
- l'intégration de mesures de suivi-évaluation annuel par les agriculteurs, citoyens et experts malgaches et internationaux dans les procédures des baux emphytéotiques pour que tous les citoyens puissent apprécier les bienfaits apportés ou dégâts provoqués sur le plan économique, social, environnemental, pédologique, etc.. et tirer des conclusions pour la continuation ou l'annulation du contrat.

Les terres, les ressources naturelles et la biodiversité constituent les principales richesses des pays pauvres comme Madagascar. Aujourd'hui plus que jamais, les dirigeants de ces pays doivent gérer

ces ressources dans le sens de la sauvegarde de ces richesses et de leur meilleure répartition entre toutes les couches de la population. Il est inacceptable de favoriser les spéculateurs, firmes puissantes et autres Etats en bradant les terres aux étrangers.

05 janvier 2009

Répartition des 3050 signataires au 2 février par pays :

1 d'Algérie, 22 d'Allemagne, 1 d'Australie, 58 de Belgique, 3 du Botswana, 1 du Burkina Faso, 2 du Cambodge, 2 du Cameroun, 22 du Canada, 1 du Chili, 4 de Chine, 10 de Côte d'Ivoire, 2 de Croatie, 1 du Danemark, 4 d'Espagne, 6 des Etats-Unis d'Amérique, 2650 de France, 9 de la Guadeloupe, 2 de Guinée, 4 de la Guyane française, 1 de Hollande, 45 de l' Ile de la Réunion, 8 d'Irlande, 4 d'Italie, 1 du Japon, 5 du Luxembourg, 78 de Madagascar, 1 du Mali, 4 du Maroc, 3 de la Martinique, 1 de Maurice, 5 de Mayotte, 1 de Nouvelle Calédonie, 1 du Pays Basque, 1 du Pays de Galles, 1 du Pérou, 3 de Polynésie française, 2 du Portugal, 1 de la République Centrafricaine, 12 du Royaume-Uni, 4 du Sénégal, 1 de South-Africa, 1 de Suède, 49 de Suisse, 1 de Thaïlande, 11 des Pays-Bas, 1 de Tunisie.

www.maep.gov.mg:

DOSSIER & VERITE

PAS D'EXPROPRIATION DE TERRAIN EN VUE !

Le rapport de prospection servant à identifier les terrains disponibles est maintenant entre les mains du comité interministériel.

Face à la persistance de la fausse information véhiculée partout, la société sud-coréenne Daewoo Logistics dément encore une fois qu'aucun acte d'attribution n'a été signé jusqu'à maintenant avec l'Etat. De même, le ministre de la Réforme Foncière, Marius Ratolojanahary, a souligné que les procédures sont encore en cours. Cet opérateur a fait une prospection faute d'une base de données foncière dont l'établissement est en cours dans le cadre de la réforme foncière. L'objectif de cette prospection vise ainsi à identifier les terrains disponibles pour mener le projet de Daewoo car aucune expropriation de terrain n'est en vue, a expliqué le ministre Marius Ratolojanahary.

Tout investisseur incité. En fait, les terrains déjà exploités par les privés, ceux dont la demande d'acquisition est en cours ainsi que ceux destinés aux projets d'extension des villes ne seront pas touchés au projet de Daewoo, a-t-il rajouté. Le rapport de prospection de celui-ci est maintenant entre les mains du comité interministériel chargé de l'étude de son business plan et de l'identification des intérêts de ce projet pour le pays. Notons que Daewoo fait partie des investisseurs internationaux ayant répondu à l'appel du gouvernement à investir dans le pays dans le cadre du développement rural. A part les étrangers, des investisseurs nationaux ont également acquis des terrains pour une exploitation à grande échelle dans diverses filières tels le jatropha, le maïs et le riz. Tout promoteur de projet notamment Malagasy est incité à se lancer dans l'agri-business, une exploitation agricole à grande échelle, qui est la base de développement du pays. En effet, seuls 8% de terrains arables sont exploités jusqu'ici, a révélé le Premier ministre Charles Rabemananjara, lors de la visite des infrastructures destinées à accueillir le Sommet de l'Union Africaine hier.

Avis technique favorable. Et le ministre de tutelle se demande la crédibilité des journalistes locaux censés mieux connaître leur pays que les journalistes étrangers qui font une désinformation totale en disant que la moitié des terrains arables à Madagascar sont vendus.

Source: Navalona R. Midi Madascar n°7738 du Mercredi 21 Janvier 2009 p.5